

Affronter la complexité

par Jean-Paul Fitoussi

PAR plusieurs aspects, la situation que nous connaissons ressemble à celle des années 30 : les désordres financiers, l'apparition transitoire de tensions déflationnistes – comme en 1993 –, l'émergence et la persistance d'un chômage de masse, etc. Par d'autres, elle lui est radicalement différente, parce que le système dans lequel nous vivons diffère essentiellement du capitalisme d'alors. La protection sociale et le budget de l'Etat constituent de puissants régulateurs de l'activité économique puisqu'ils contribuent à soutenir la demande en période de récession.

Dans les années 30, la régulation par le marché ne pouvait fonctionner en raison même de l'absence d'un système suffisant de protection sociale. Pourtant, les économistes libéraux comme Rueff pensaient à l'époque que le marché était capable d'une régulation spontanée et que les éléments de protection sociale qui existaient, comme l'indemnisation du chômage en Angleterre, étaient les vrais obstacles au plein emploi.

La déflation était en effet considérée comme un phénomène régulateur assurant le retour à l'équilibre. Samuelson en a donné la description la plus intuitive : si les prix baissent suffisamment, avec un dollar je pourrais acheter la totalité du produit national américain, disait-il en substance ! Mais, manifestement, la déflation des années 30 n'allait nullement entraîner de retour à l'équilibre, bien au contraire. Pour Keynes, en effet, la baisse des prix ne pouvait susciter une augmentation automatique de la demande, parce que les chômeurs ne disposaient d'aucun revenu. Avoir compris cela allait constituer la modernité de la pensée keynésienne.

Mais aujourd'hui, pourrait-on dire, c'est grâce à la protection sociale que la régulation par le marché peut fonctionner et il n'est plus besoin d'intervention discrétionnaire des gouvernements. Les politiques économiques sont actives là où le système de protection sociale est insuffisant pour soutenir la consommation des plus démunis – aux Etats-Unis –, passives là où il est considéré comme trop généreux – en Europe. D'où la vraie contradiction devant laquelle nous nous trouvons aujourd'hui en cette dernière région.

Le chômage s'y développe jusqu'à des niveaux qu'on aurait eu peine ne serait-ce qu'à imaginer en des périodes antérieures, précisément parce qu'il peut s'y développer sans entraîner, pour l'instant, de crise majeure de sous-consommation. Autrement, l'urgence de l'action n'aurait souffert aucune hésitation.

Autrefois, il aurait entraîné quasi mécaniquement la déflation. Aujourd'hui, nos sociétés continuent de s'enrichir, en niveau de vie et surtout en patrimoine, ce qui ne fut pas le cas dans les épisodes précédents de chômage de masse. Mais cela est en partie la conséquence du fonctionnement normal de la protection sociale, qui permet que les chômeurs, même ceux qui ne sont plus indemnisés, disposent d'un revenu et puissent donc exprimer une demande.

C'est le fonctionnement de ce système qui empêche la demande de

Cette inversion des termes du raisonnement, cette crispation sur un objectif unique, constituent ce qui se rapproche le plus d'une pensée dogmatique.

Une politique de franc fort et de recherche des équilibres financiers n'est pas en soi une politique dogmatique. Qui pourrait contester qu'il est préférable d'avoir une monnaie forte (et de ne point être endetté) qu'une monnaie faible (et des déficits) ? En revanche, une politique devient vraiment dogmatique lorsqu'elle perd la notion d'arbitrage entre objectifs apparemment

Une politique devient vraiment dogmatique lorsqu'elle perd la notion d'arbitrage entre des objectifs apparemment conflictuels, au point d'oublier quelles sont ses vraies finalités

s'effondrer en période de crise. Mais, évidemment, la récession va le rendre plus coûteux parce qu'elle en accroît les dépenses au moment même où elle en tarit les recettes. Or, par une curieuse inversion des termes du raisonnement, c'est le système lui-même que l'on accuse d'être responsable du chômage, alors qu'en vérité c'est son existence qui empêche que les récessions ne se transforment en crise majeure de sous-consommation.

On comprend mieux alors l'architecture du problème actuel. La politique économique devient unidimensionnelle, en ce qu'elle ne cherche à satisfaire qu'un seul objectif, la stabilité des prix et/ou du taux de change. Elle ne peut donc plus être mobilisée en faveur de l'emploi. Le niveau anormalement élevé des taux d'intérêt auquel elle conduit aggrave les récessions en même temps qu'il fragilise les reprises. Les chocs expansionnistes, dans la mesure où ils existent, seront « adoucis » pour éviter qu'ils ne conduisent à un surcroît d'inflation. La tendance au déséquilibre de l'emploi ne peut dès lors qu'être croissante, les phases d'expansion n'étant jamais suffisantes pour effacer les conséquences sur le chômage des phases de récession qui les ont précédées.

Mais cette tendance ne peut s'exprimer sans provoquer de crise majeure que parce que les systèmes publics jouent un rôle d'amortisseur. Ils supportent l'essentiel du poids du chômage et, en conséquence, ils sont en déficit. Il est donc facile ensuite de blâmer ces déficits, et de convoquer les systèmes eux-mêmes au banc des accusés.

conflictuels, au point d'oublier quelles sont ses vraies finalités. Lorsqu'elle refuse de se heurter à la complexité.

Car il est d'une grande simplicité d'atteindre un objectif unique si l'on accepte de lui sacrifier tous les autres au point de les instrumentaliser. Alors, par exemple, l'excédent extérieur peut être obtenu par un abaissement des importations, c'est-à-dire par l'anémie de l'économie. Le discours ambiant est dogmatique, car, en justifiant l'unidimensionnalité de la politique économique, il se dérobe devant la complexité. Ce faisant, on se dispense de choisir, acte complexe et risqué s'il en est. Pendant ce temps, le déséquilibre de l'emploi précarise la société, le chômage devient massif, la pauvreté s'étend. Mais, affirme-t-on, ces problèmes ne sont plus du ressort de la politique économique qui fait ce qu'elle peut en luttant sur un nouveau front, celui des déficits publics. Parce qu'aucun gouvernement ne peut rester passif devant la montée du chômage, cette lutte apparaît vaine. La question n'est pas en effet de savoir s'il faut ou non lutter contre les déficits publics, mais quel est le meilleur moyen d'y parvenir. Seule une réduction du chômage le permettrait vraiment, si l'on n'envisage pas sérieusement de remonter à rebours le cours de l'histoire.

Jean-Paul Fitoussi est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Ce texte reprend son intervention du 1^{er} juillet lors de la rencontre publique de Châteaullon « Pour une utopie réaliste ».